

DOC.ID:	PAN5_04
Langue:	Français
Original:	Français



Présentation de Madame Marjolaine Chevallier

Décennie 1979-1989

(Texte provisoire)

En octobre 1979 en Crète

La KEK avait 20 ans. C'était une institution majeure, elle avait déjà connu 7 assemblées. Pour la 1^{ère} fois elle était accueillie dans un pays de tradition orthodoxe. Nous y étions initiés joyeusement : contexte festif. Je remercie Alexandre Papaderos qui nous accueillait et qui m'a beaucoup appris sur la spiritualité orthodoxe.

Quand on était nouveau venu, entrer dans le fonctionnement de la KEK, c'était faire de nombreuses découvertes.

Mon nom était proposé à élection pour les qualités requises suivantes : une femme, venant des pays latins, de langue française et réformée. Mais très vite s'introduit une **dimension politique** : les effets du partage en deux de l'Europe d'alors.

J'apprends que le Métropolitite Alexy (qui fut plus tard président de la KEK et le patriarche Alexy II de Russie) s'oppose à ma candidature parce qu'il a su que je suis membre d'Amnesty International. Il demande aux votants des pays de l'Est de s'opposer à cette candidature. (Ils proposent même une autre femme, une Italienne vaudoise, Fernanda Comba, dont ils ignorent qu'elle est aussi membre d'Amnesty : nous en avons ri ensemble !)

Aussitôt après les élections, le Métropolitite Alexy de Tallinn vient personnellement me féliciter et m'offre un cadeau. A la première réunion du Joint Meeting (en mars 1980, en Autriche), nouveau cadeau.

J'en parle au Pasteur Held, un Allemand qui connaît parfaitement la KEK et a l'expérience de ces relations complexes. Il me dit que l'explication est peut-être la suivante : le hiérarque russe est obligé officiellement de manifester son opposition aux enquêtes que publie Amnesty sur les violations des Droits de l'homme en URSS, mais lui personnellement est intéressé...

A la rencontre suivante du Joint Meeting et avec l'aide d'un interprète, je sollicite une entrevue avec le métropolitite. Je dis que je désire parler avec lui d'Amnesty International et être tout à fait honnête à ce sujet. Je propose, s'il le souhaite, de lui apporter toute la



documentation que je reçois d'A.I., de l'Acat etc., sur les cas concernant l'URSS, afin qu'il sache pour quels cas particuliers nous intervenons et qu'il puisse voir ce qu'il peut faire de son côté. Il accepte, en précisant qu'il ne me dira jamais ce qu'il aura pu faire lui-même.

Je savais qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'il se borne à remettre ces documents à la Police ou aux services secrets, puisque la politique même d'A.I. était (c'est toujours le cas) de faire savoir le plus largement possible aux autorités d'un pays tout ce que nous savions, de façon à empêcher que ces cas restent secrets...

Bref, pendant près de douze ans, à chacune de nos rencontres, j'ai apporté au métropolitain un gros paquet de documents et il les a toujours acceptés... Mais naturellement, j'ai toujours ignoré à quoi cette activité avait pu servir, avoir un effet positif... ? Il y a eu au moins celui de **l'informer, lui**, ainsi que ses traducteurs, de ce qu'ils n'avaient aucun moyen de savoir...

Quand, à Athènes une autre année, j'ai fait la même proposition au délégué de Tchécoslovaquie, il a refusé catégoriquement, en me disant que nous n'avions pas la même conception des droits de l'homme.

Nous qui avons le privilège d'une liberté si grande, nous avons évidemment le souci de ne pas rendre leur situation plus difficile encore, leurs paroles étant surveillées et rapportées dans leur pays. Tâcher de construire des ponts, au moins de petites passerelles...

C'était très difficile. Dur de savoir que les uns et les autres étaient obligés d'adopter en public ce qu'on appelle une « langue de bois ». Dur de ne pas être simple et que notre amitié dans le Christ, réelle, soit entravée par tout ce qui devait rester dans le silence avec nos partenaires de l'Est, pendant toutes ces années. Comment ils protestaient unanimement quand on parlait par ex. du Conseil de l'Europe... Mais cependant nous parlions ensemble de paix et nos efforts dans ce sens étaient réels. Nous parlions d'espérance et il y avait une espérance chrétienne vive qui nous portait les uns et les autres. Nous avons beaucoup prié ensemble, malgré la grande diversité des traditions.

J'ai commencé par l'aspect politique parce qu'il pesait lourdement sur nous tous, mais je voudrais insister sur un autre aspect, lui positif, qui me tient très à cœur, l'amitié qui se développa entre membres du Joint Meeting. Surtout rendre hommage à cette pionnière que fut Inga Brita Castrén, Finnoise, polyglotte, laïque et bonne théologienne luthérienne, elle était alors la seule femme au Joint Meeting. Elle fut une mère et une très précieuse formatrice pour moi qui fus alors la seconde, avant le rééquilibrage indispensable du pourcentage des femmes qui se fit progressivement, avec des femmes merveilleuses dont je revois les visages...

Parmi les souvenirs très vifs des nombreuses rencontres auxquelles nous avons participé, il y a cette réunion entre les comités de la KEK et du CCEE à **Riva del Garda** (en octobre 1984). Un service œcuménique solennel dans la cathédrale de Trente, où s'est réuni le fameux concile au XVI^e siècle. Nous avons eu donner et recevoir des signes de réconciliation, prier ensemble, aussi avec le peuple catholique du diocèse en foule, si on a le temps de le dire : au moment de proclamer ensemble d'une seule voix le fameux Credo de Nicée-Constantinople, sur lequel nous avons tant travaillé, on avait supprimé du texte italien distribué le mot « *filioque* », mais la foule par habitude l'a distinctement prononcé !)



Mais le plus magnifique des souvenirs de cette décennie, c'est le premier Rassemblement œcuménique européen à **Bâle à la Pentecôte 1989** : dans le climat politique de l'Europe d'alors, les craquements de la glace, comme on disait. La chaise officiellement vide du délégué de Tchécoslovaquie qui n'avait pas pu avoir de visa ; le début d'une libération de la parole... pas seulement les signes concrets qui avaient été inventés (le funambule traversant le Rhin, les petites lumières lancées la nuit sur le fleuve, la fameuse marche sans frontières d'une après-midi entre les trois pays Suisse, France et Allemagne). Mais aussi ces grands offices du matin dans la cathédrale (restée protestante depuis la Réforme) absolument pleine, jour après jour. Ou encore l'énorme enthousiasme quand le message final a été voté à l'unanimité. Selon l'image des affiches, le Saint Esprit plongeait sur nous. Il était présent dans les cœurs : Une pentecôte sur l'Europe, dont les murs tombaient quelques mois plus tard.

La glace craquait encore plus qu'à Bâle quand nous avons fêté les **30 ans de la KEK à Nyborg**, au Danemark, en **octobre 1989**. Pour finir par le politique, comme j'ai commencé : 2 autres souvenirs. On était à la veille de la chute du mur et de la révolution à Bucarest, avec la mort de Ceaucescu. Un invité danois, un personnage assez officiel, se trouve à la même table que moi et qu'un jeune métropolitain roumain. Le Danois lui dit : « mais comment supportez-vous ce que fait votre gouvernement ? » Le Roumain lui répond en se maîtrisant : « Monsieur, vous m'offensez gravement et je ne vous pardonne que parce que je pense que vous ne l'avez pas mesuré... » Et moi d'essayer de prendre son parti pour apaiser les choses. Sur le bateau qui nous ramène, le vieux métropolitain Antonie vient en privé me remettre un document en anglais sur la situation politique en Roumanie (écrit par un Roumain en exil) et me dit, ce qu'il n'a jamais dit en public : « lisez ceci, c'est vrai ». Très reconnaissante de ce signe d'honnêteté. Entre quatre yeux il avait abandonné la langue de bois. Je l'ai pris comme un geste d'amitié !

L'Assemblée suivante s'est réunie à **Prague, en 1992**, pour la première fois dans un pays de l'ex-Europe de l'Est. Une page était tournée. C'est là que mon mandat a pris fin.